

50
ans



ORGANISATION
INTERNATIONALE
DU CAFÉ

PJ 70/14

27 février 2014

Original: anglais/français

F

Comité des projets
7^e réunion
6 mars 2014
Londres, Royaume-Uni

**Résumé analytiques des rapports finaux sur
les projets terminés**

Contexte

Le présent document contient les résumés des rapports finaux sur les projets terminés ci-après présentés par les agences d'exécution de projet (voir la section IV du document PJ-68/14). Les rapports complets sont disponibles sur demande auprès du Secrétariat.

- Annexe I:** Constitution d'un outil d'éducation financière pour faciliter l'accès au financement des produits de base par les petites et moyennes entreprises durables dans les économies émergentes – CFC/ICO/53/FT
- Annexe II:** Encourager l'intensification de la production du café et des cultures vivrières par l'utilisation de la fumure organique dans les zones couvertes par le projet – CFC/ICO/52/FT au Burundi.
- Annexe III** Régénération des plantations de café délaissées pour en faire des petites unités familiales de production en Angola – CFC/ICO/15

Mesure à prendre

Le Comité des projets est invité à prendre note de ce rapport.

LISTE DES ACRONYMES

ARFIC	Autorité de régulation de la filière café
BNDE	Banque nationale de développement économique
BPC	Banco de Poupança e Credito (Angola)
CLUSA	Ligue coopérative des États-Unis d'Amérique
FAST	Alliance financière pour le commerce durable
FBU	Franc burundais
FDCA	Fonds de développement du café
FSP	Fournisseur de soutien financier
FLTBX	Constitution d'un outil d'éducation financière
INCA	<i>Instituto Nacional do Café de Angola</i>
PME	Petite et moyenne entreprise

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DU RAPPORT FINAL**CONSTITUTION D'UN OUTIL D'ÉDUCATION FINANCIÈRE POUR FACILITER L'ACCÈS AU
FINANCEMENT DES PRODUITS DE BASE PAR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DURABLES
DANS LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES
CFC/ICO/53/FT****Résumé analytique****Objectif et justification du projet**

L'objectif du projet est d'améliorer l'accès au financement pour les PME durables en perfectionnant les capacités de gestion financière et comptable des petites et moyennes entreprises (PME). Il vise également à faciliter l'accès au financement pour les PME des pays en développement producteurs de matières premières, conformément aux pratiques internationalement reconnues de production durable. Le projet comprend une série d'ateliers de formation. Le projet implanté au Kenya et en Tanzanie a été mis en œuvre par l'Alliance financière pour le commerce durable (FAST). Les principales activités ont été regroupées sous quatre composantes:

- 1) Développement du premier module de l'outil d'éducation financière (l'outil) : Guide du formateur et directives de formation ;
- 2) Mise en œuvre de l'outil par la formation de formateurs travaillant directement avec des PME du secteur du café durable africain ;
- 3) Formation des PME durables par des formateurs, au moyen de l'outil ;
- 4) Organisation d'un salon financier FAST

Réalisations du projet

Le projet a développé les éléments de base d'un outil d'éducation financière générique, accessible au public, et a mis en œuvre cet outil au travers d'une série d'ateliers de formation avec des fournisseurs d'assistance technique et des PME en Afrique de l'Est.

Composante 1 : Développement du premier module de l'outil : Guide du formateur et directives de formation

Le projet a permis à FAST de consolider ses matériels de formation au sein d'un "outil d'éducation financière" formel, avec des modules dont l'objectif est d'améliorer la bancabilité des PME durables, mais également de faciliter le développement de produits financiers qui servent mieux les PME produisant pour les marchés durables. La version finale de l'outil a été développée à partir des paramètres définis par les membres financiers de

FAST et les autres institutions financières partenaires. L'outil comprend six modules visant à améliorer la capacité de gestion financière des décideurs des PME (gestion financière, comptabilité, établissement des coûts, gestion des risques, financement et financement de la dette dans la pratique).

Composante 2 : Mise en œuvre de l'outil par la formation des formateurs au module

Les formateurs ont travaillé directement avec des PME du secteur du café durable africain pour assurer que les matériels étaient appropriés et répondaient aux besoins des bénéficiaires ciblés. FAST a organisé des ateliers de revue par les pairs d'une durée de 2 jours au Kenya et en Tanzanie. FAST a donc pu obtenir des informations très précieuses auprès de consultants expérimentés qui comprennent les besoins des PME locales en matière d'amélioration de leur éducation financière. Sur la base des informations fournies par le processus de revue par les pairs, FAST a apporté les améliorations nécessaires à l'outil, avant la formation des formateurs.

Composante 3 : Formation des PME durables par des formateurs, au moyen de l'outil

La formation eu lieu à Nairobi et a concerné 11 PME. Ces sessions de formation ont permis de donner aux PME les connaissances et les compétences nécessaires pour présenter leurs demandes de crédit lors du salon financier FAST.

Composante 4 : Organisation d'un salon financier FAST

Le salon financier FAST a eu lieu en septembre 2013 avec la participation de 14 PME et coopératives ainsi que de sept institutions financières. Tous ces acteurs ont eu l'occasion de se rencontrer et de conclure des affaires. Le montant total des prêts demandés par les 14 participants au cours du salon était de 4 895 315 dollars. Sur la base de l'évaluation faite par les institutions financières participant au salon, 8 PME ont bénéficié d'un appui supplémentaire des formateurs qualifiés, 4 ont demandé un prêt et 4 ont reçu une aide pour combler les lacunes identifiées par les fournisseurs de soutien financier.

Diffusion des résultats du projet

Une stratégie a été élaborée pour diffuser les résultats du projet et leur impact dans le monde entier. Dans le cadre du projet, onze consultants ont été formés au Kenya et ont accès à des matériels qui leur permettront de continuer à travailler pour améliorer la capacité de crédit des producteurs de café au Kenya. FAST a développé une communication très active avec son vaste réseau de parties prenantes, y compris les fournisseurs de services financiers, les PME, les prestataires d'assistance technique et les organismes multilatéraux, pour les tenir informés du déroulement et des résultats tangibles du projet.

Conclusions et recommandations

Le segment des PME est un pilier important de la stratégie de croissance de nombreux fournisseurs de soutien financier. Le projet a aidé à régler bon nombre de questions liées à la capacité de crédit, qui empêchent généralement les fournisseurs de soutien financier d'investir dans le secteur croissant du café au Kenya. Le projet a également recensé plusieurs autres facteurs qui doivent être traités pour assurer la croissance du secteur du café au Kenya. Le renforcement des capacités des fournisseurs de soutien financier et des PME est un complément évident à l'amélioration de l'accès au financement dans le secteur. Dans de nombreux cas, les fournisseurs de soutien financier connaissent mal le secteur et doivent adapter leur mode de fonctionnement et évaluer les risques. Parmi les questions abordées dans l'outil, les PME doivent avoir pour objectif de tenir une comptabilité exacte et complète, afin d'améliorer leur capacité de crédit.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DU RAPPORT FINAL

ENCOURAGER L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION CAFÉIÈRE ET VIVRIÈRE AU MOYEN DE FUMIER ORGANIQUE DANS LES RÉGIONS COUVERTES PAR LE PROJET AU BURUNDI CFC/ICO/52/FT

Contexte

Un projet de 12 mois soumis selon la procédure rapide vient consolider les résultats majeurs issues du projet précédent de diversification des cultures vivrières par le renforcement des services d'encadrement en vue de familiariser les producteurs aux bonnes pratiques agricoles, à la promotion de l'agriculture biologique par l'utilisation du fumier organique.

Objectif et envergure du projet:

L'objectif central du projet soumis selon la procédure rapide est de consolider les revenus et la sécurité alimentaire en encourageant une intensification de l'élevage comme élément de soutien d'une production plus durable dans les zones productrices de café dans le cadre du projet existant (CFC/ICO/30). Le projet participera donc au renforcement des services de vulgarisation au moyen de bonnes pratiques agricoles faisant appel aux engrais de ferme pour intensifier la production vivrière et caféière. Il contribuera également à l'amélioration de la capacité des agriculteurs à gérer le crédit et l'épargne et à faciliter la préparation d'une proposition de projet de grande envergure englobant tous les caféiculteurs du Burundi.

Composantes

- 1) Octroi de crédits pour le développement de l'élevage et des cultures de diversification
- 2) Formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles pour l'agriculture intensive avec l'utilisation de la fumure organique.
- 3) Appui à la fertilisation organique du caféier et des cultures vivrières
- 4) Optimisation des acquis du projet précédent (CFC/ICO/30).

Résultats du projet

Composante 1: Octroi de crédit pour le développement de l'élevage et des cultures de diversification

- Des crédits d'un montant total de 151 178 026 FBU (100 718 dollars) ont été octroyés à 604 producteurs bénéficiaires dans huit sites du projet.

- L'élevage a été l'activité dominante (85% du crédit total). Le nombre total d'animaux élevés est de 860 têtes de caprins, 107 têtes de bovins, 50 têtes de porc et 870 têtes de poules.
- Des cultures de riz, d'oignon, de chou, de manioc et de tomate ont été aussi financées.

Composante 2: Formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles pour l'agriculture intensive avec l'utilisation de la fumure organique

- Deux sessions de formation ont été organisées pour un total de 581 producteurs sur quatre thèmes, à savoir: technique de conduite de l'élevage de bovins, de poules et de caprins; technique de production et d'utilisation de la fumure organique; gestion et remboursement du crédit; mobilisation de l'épargne; gestion des équipements communautaires.
- Des fiches techniques sur la bonne conduite des activités de diversification ont été remises aux producteurs.

Composante 3: Appui à la fertilisation organique du caféier et des cultures vivrières

- Un montant de 3 413 dollars a été débloqué sous forme de crédit pour la fertilisation organique de 14 020 pieds de caféier appartenant à 15 producteurs des sites de Mugina et Korane;
- Une moyenne de 158 pieds de caféier par ménage pour un total de 106 bénéficiaires de la saison 2012A, a été fertilisée avec le compost de fumier produit.
- Des démonstrations de l'application de la fumure organique sur le caféier ont eu lieu dans trois sites à Korane; Kinyovu et Mugina.

Composante 4: Optimisation des résultats du projet précédent (CFC/OIC/30)

- Toutes les données disponibles sur les activités de diversification sont actualisées dans le logiciel de gestion du crédit.
- Une formation sur l'exploitation du logiciel a été faite à la fédération MuCowikawa.
- Réception définitive des travaux de raccordement électrique dans cinq sites à savoir : Karinzi, Mushonge, Mugina, Mwendu et Musigati.
- Huit unités de transformation: 5 moulins et 3 décortiqueuses sont en essaie de valorisation dans six sites : Mugina, Musigati, Kinyovu, Karinzi, Mwendu et Mushonge.
- Selon la Banque nationale de développement économique (BNDE), le montant total des recouvrements est de 376 120 939 FBU sur un total de 434 291 457 FBU (taux de 86%).

Utilisation des ressources

Pendant cette période, les dépenses ont été effectuées suivant les prévisions du budget et le manuel des procédures du FCPB. Le budget rendu disponible au projet par le CFC est 80 000 dollars tandis que le montant de la contrepartie burundaise débloquée a été de soixante dix millions de francs burundais (70 millions de Francs Burundais). Les rapports financiers ont été élaborés et transmis au FCPB et à l'OIC.

Effet environnemental et social de l'exécution du projet

L'impact du projet est positif que ce soit au point de vue environnemental ou social. C'est entre autre:

- l'amélioration de la capacité des producteurs en gestion de ferme et fertilisation organique.
- le financement des activités de diversification qui a été une solution au problème de manque de financement auxquelles sont confrontés beaucoup d'agriculteurs burundais;
- le repeuplement du cheptel et la disponibilité des produits animaux et du fumier;
- la diminution du coût de la fertilisation par l'application de la fumure organique produit.

Leçons tirées du projet

- a) L'accès facile au crédit et le renforcement des capacités des producteurs à travers la formation constituent un meilleur appui au développement de la caféiculture ;
- b) L'élevage de bovins présente beaucoup d'avantages parce qu'elle contribue non seulement à la mise à disposition des produits animaux mais aussi à l'augmentation de la production des vivriers et du caféier par le compost du fumier qu'elle produit pour la fertilisation organique;
- c) La caution solidaire des coopératives des caféiculteurs et non des Unions est une meilleure stratégie pour le recouvrement à la source sur les recettes du café.

Perspectives

Les perspectives de l'Autorité de régulation de la filière café (ARFIC) au Burundi sont de pérenniser le crédit agricole pour le développement des activités alternatives des caféiculteurs en étendant les résultats du projet à plusieurs producteurs, en faisant une large diffusion des résultats et en sensibilisant les intervenants dans la filière café et les institutions financières pour ce genre de financement.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DU RAPPORT FINAL**RÉGÉNÉRATION DES PLANTATIONS DE CAFÉ DÉLAISSÉES POUR EN FAIRE
DES PETITES UNITÉS FAMILIALES DE PRODUCTION EN ANGOLA
CFC/ICO/15****Objectif**

Les objectifs du projet sont l'augmentation de la production de café en mettant en production les plantations de café abandonnées grâce à la réinsertion de personnes déplacées et à la fourniture de services de soutien pour accroître la productivité des petits producteurs de café. Le projet permettra d'augmenter le revenu des familles qui y participent en augmentant la production, la productivité et le commerce du café, et de faciliter la réinsertion des familles déplacées. Les objectifs spécifiques du projet sont :

- a) L'augmentation de la production, de la productivité et de la qualité du café.
- b) L'augmentation de la part du prix fob perçue par l'exploitant.
- c) La fourniture de services de vulgarisation en milieu rural, de facilités de crédit et de services d'information sur la commercialisation aux petits producteurs de café.
- d) La réinsertion de familles déplacées dans les plantations de café abandonnées en les organisant en petites unités de production.
- e) Le développement des capacités techniques du personnel et des institutions impliquées dans le projet pour sa viabilité future.

Coût du projet et plan de financement

Le coût total du projet a été estimé à 8 530 000 dollars, dont 1 990 000 dollars sous forme de don et 2 760 000 dollars sous forme de prêt du FCPB. L'Union européenne ayant refusé de fournir un cofinancement comme prévu précédemment, le Gouvernement angolais a fourni à la fois un cofinancement et une contribution de contrepartie de 3 370 000 dollars. En outre, le Gouvernement angolais a été l'emprunteur du prêt de 2 760 000 dollars du FCPB.

Gestion et supervision du projet

L'Agence d'exécution du projet était l'*Instituto Nacional do Café de Angola* (INCA), qui a assuré la mise en œuvre technique et financière du projet, y compris la préparation des rapports. L'INCA a une solide expérience en gestion de projet grâce à son rôle actif d'institution de coordination et de gestion des programmes nationaux de mise en valeur du café, avec l'aide de FDCA et PROCAFE. La mise en œuvre du projet a commencé en mars 2006 sous la supervision de l'OIC (suivi de la mise en œuvre, analyse de la réalisation des objectifs, identification des contraintes et évaluation de l'utilisation des ressources). Cependant, au cours des deux premières années de la mise en œuvre, un contrat

d'assistance technique a été signé avec CABI qui a détaché un conseiller technique en chef en Angola pour fournir un appui technique et contribuer au renforcement des capacités de l'Unité de gestion du projet de l'INCA. Cet arrangement a assuré l'appropriation du projet par l'INCA et sa viabilité à long terme. A partir de 2009, l'INCA a poursuivi la mise en œuvre du projet sous la supervision de l'OIC mais sans l'assistance technique de CABI.

Les principales institutions partenaires impliquées dans la mise en œuvre du projet sont la Ligue coopérative des États-Unis d'Amérique (CLUSA), pour le renforcement des capacités des exploitants bénéficiaires en matière de création et de gestion des coopératives, et *Banco de Poupança Credito* (BPC), pour l'intermédiation financière (octroi de prêts aux bénéficiaires). Une forte synergie a également été créée avec d'autres institutions gouvernementales comme le Fonds de développement du café (FDCA).

Récapitulatif des conditions du prêt

Conformément à l'accord de prêt conclu entre le FCPB et le Gouvernement angolais, représenté par son ministre des finances, le FCPB a mis à disposition un prêt d'un montant de 2 760 000 dollars, à un taux d'intérêt de 1%, le premier remboursement intervenant 36 mois après le premier décaissement.

Mise en œuvre du projet et résultats obtenus

Composante 1 : Production et réhabilitation

Plus de 324 pépinières ont été créées et gérées par des exploitants individuels (pépinières individuelles) ou des associations (pépinières communautaires), qui ont permis de produire plus de 13 millions de plants de café. La superficie totale des plantations de café réhabilitées atteint 7 798 hectares, avec une densité de 2 200 plants par hectare. La productivité a augmenté (544 kg/ha contre 110 kg/ha en moyenne avant le projet). Le **tableau 1** résume les résultats obtenus dans les régions couvertes par le projet entre 2006 (début du projet) et 2013 (fin du projet).

Tableau 1 : Réhabilitation pendant la mise en œuvre du projet

Indicators	Unit	Start point (2006)	Years						
			2007	2008	2009	2010	2011	2012 ¹	2013
Production of green coffee	Ton	529	439	1,129	1,150	1,274	1,610	1,537	2,050
Rehabilitation + renovation	ha	-	2,210	3,170	1,064	503	484	367	7,798
Productivity	Kg/ha	110	148	320	360	470	544	384	530
N.º of families involved	Number	-	4,917	4,917	4,917	4,917	4,917	4,917	4,917

1/ Production was affected by a severe drought in 2012.

Composante 2 : Commercialisation du café

Le projet s'est assuré la participation des producteurs/associations pour la commercialisation de leur café, créant ainsi de la valeur ajoutée. Les prix payés aux producteurs sont désormais liés au marché international : ils perçoivent plus de 70% des prix fob. Des informations sur le marché sont maintenant à la disposition des exploitants et de leurs associations. Les producteurs ont désormais accès à des prêts bancaires au travers du système de fonds de roulement mis en place par le projet. Les exploitants individuels ainsi que les associations d'exploitants ont reçu des crédits renouvelables pour acheter des équipements de transformation. Le **tableau 2** illustre l'évolution des prix payés aux producteurs.

Tableau 2 : Commercialisation du café et prix payés aux producteurs

Indicators	Unit	Years							Final (2013)
		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
Green coffee	Tons	529	439	1,129	1,150	1,274	1,610	1,537	2,050
Price FOB	US\$/Ton	1,539	1,514	1,756	1,765	1,867	1,975	1,987	1,989
Prices paid to farmer	US\$/Ton	550	930	1,230	1,330	1,410	1,450	1,400	1,450
% fob price to producer	%	36	61	70	74	75	73	71	72

Composante 3 : Réinsertion des familles déplacées

Les principales réalisations de cette composante sont la réinsertion de 1 220 familles, la rénovation/construction d'équipements sociaux de base tels que des écoles, des centres de soins de santé et des logements ainsi qu'une assistance pour produire des cultures vivrières. Les familles réinstallées ont reçu des terres selon les critères définis dans le projet (2 hectares pour les plantations de café, 1,5 hectare pour la production de cultures vivrières et 1,5 hectare pour expansion future quand elles le souhaitent). Les familles ont également reçu des outils et des semences pour produire des cultures vivrières et du café. En 2013, plus de 1 652 étudiants, dont 925 garçons et 758 filles, ont fréquenté les écoles rénovées dans le cadre du projet, dans quatre districts.

Composante 4 : Services de soutien

Le résultat escompté de cette composante est un accroissement du nombre d'organisations de producteurs grâce à des aides nécessaires, comme l'assistance technique et la formation à la gestion des prêts et des équipements, à la comptabilité, à la gestion des coopératives,

etc. La fourniture de services de vulgarisation est également essentielle à l'amélioration de la filière café. Les activités ci-après ont été mises en œuvre avec succès :

- Formation et renforcement des organisations paysannes.
- Soutien à la recherche et à l'expérimentation.
- Renforcement des services liés au café pour l'assistance technique.
- Mise en place d'un système d'information sur le marché.
- Formation du personnel de l'INCA.

Impact social du projet

Les producteurs ont manifesté leur enthousiasme tout au long de la mise en œuvre du projet. Ils étaient heureux de recevoir des terres, d'être formés et bien organisés en associations afin d'augmenter leurs revenus et leur bien-être social. Le nombre d'écoles réhabilitées/construites a augmenté, ce qui a entraîné l'augmentation du nombre des étudiants. Le projet a également contribué à résoudre la question de l'insécurité alimentaire suite à un conflit très longue durée. Le gouvernement se sert de la réussite de ce projet pour développer de nouvelles zones de production de café. L'ambassadeur des États-Unis d'Amérique et le Directeur général de CLUSA ont visité la province de Benguela (nord de l'Angola) et indiqué la possibilité de financer l'extension du projet à cette région.

Enseignements du projet

- a) Le soutien financier accordé sous forme de subventions peu de temps après la généralisation à tous les agents de vulgarisation a grandement contribué à la motivation du personnel de mise en œuvre.
- b) L'octroi de microcrédits aux producteurs a été l'un des aspects les plus importants du projet. Les fonds attribués sous forme de microcrédit ont permis de lancer la réhabilitation des plantations, la production des cultures vivrières pour les familles dépouillées de la quasi-totalité de leurs biens en raison de leur déplacement permanent pour cause de guerre.
- c) Cependant, le défi majeur restant est la question de la récompense de la production de café de qualité. Le café est encore commercialisé sans différencier les paramètres de qualité. Les producteurs ne sont pas motivés pour fournir un café de qualité, les prix bord-champ étant les mêmes pour tous, indépendamment des efforts individuels.
- d) Un autre défi est l'échec à mettre en place un système d'information sur la gestion. La base de données du projet créée en 2008 n'a pas été actualisée et utilisée efficacement par l'INCA. Une bonne gestion du système d'information était essentielle pour intégrer les données collectées sur les producteurs et les activités de production, la fourniture de prêt/remboursement, les intrants et les services de vulgarisation, etc. Le système de gestion aurait dû être facilité par un logiciel à l'INCA

et à la banque. Malheureusement, cet élément important a été laissé de côté par l'Agence d'exécution du projet.

Conclusions

La différence est notable entre l'état actuel de la production de café et celui de la période précédant la mise en œuvre du projet. La plupart des plantations ont été réhabilitées et contribuent à une meilleure et plus grande offre de café sur le marché local, à une amélioration de la qualité du café et à de meilleurs prix payés aux producteurs. Les plantations bénéficient de services adéquats de vulgarisation au travers d'un nouveau modèle d'assistance technique basé sur le principe des écoles pratiques d'agriculture. Le projet a contribué à résoudre le problème de la propriété foncière ainsi que la légalisation des coopératives. Cette expérience devrait être étendue à d'autres parties du pays ainsi qu'à d'autres pays africains.